

LE DIALOGUE ACTIONNARIAL PEUT ABOUTIR À DE VRAIS PROGRÈS POUR LE CLIMAT

46 détenteurs, gestionnaires d'actifs, parties prenantes de l'industrie financière et le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) se mobilisent pour appeler à une amélioration du dialogue actionnarial et pour s'associer aux efforts des entreprises dans l'accélération de la transition énergétique.

Dans la continuité des prises de position portées par le FIR depuis 2021¹, nous réitérons dans la présente Tribune nos convictions et nos attentes au sujet des résolutions « Say on Climate ».

L'urgence climatique s'intensifie, et la responsabilité du secteur financier pour l'atténuer est majeure. En tant qu'investisseurs, nous avons un rôle crucial à jouer dans l'orientation rapide de l'économie mondiale vers un modèle plus sobre en ressources naturelles, plus juste socialement, et moins dévastateur pour l'environnement.

De plus en plus de nos clients ou affiliés, qu'ils soient investisseurs, épargnants, allocataires ou cotisants, sont soucieux de l'impact et de la valeur de leurs actifs au regard des enjeux climatiques. Nous y répondons en responsabilité par l'adoption de politiques ambitieuses pour la gestion de nos portefeuilles via une sélection de titre plus exigeante, un engagement renforcé, un arrêt de nouveaux financements, ou via des critères d'exclusion dans certains secteurs très émetteurs, notamment dans les énergies fossiles.

Nous sommes aussi conscients de notre rôle dans le financement de la transition énergétique. Nous ne négligeons pas le pouvoir de nos investissements dans le développement de modèles plus sobres en ressources et dans le déploiement des énergies renouvelables. C'est pourquoi nous allouons des ressources à des équipes dédiées à la finance durable, et nous renforçons notre niveau d'exigence vis-à-vis des entreprises en portefeuille.

Cependant, le niveau d'exigence des engagements de neutralité carbone à horizon 2050 qui foisonnent dans les milieux économique et financier demeure insuffisant au regard de l'objectif de limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C. Seules des actions précises, avec un impact matériel sur toute la chaîne de valeur, et ce dès les prochaines années, pourront garantir le respect de nos propres engagements.

Le dialogue actionnarial est à cet égard un formidable levier d'action. Il nous offre une opportunité de concrétiser nos engagements en matière de décarbonation et d'investissement responsable grâce à un travail conjoint avec les entreprises dans la définition de leurs propres trajectoires de baisse des émissions de gaz à effet de serre et dans le développement d'activités vertueuses.

¹ Voir [Say on Climate - Forum pour l'Investissement Responsable](#) (note Terra Nova en avril 2021, courrier au SBF120 en septembre 2021, tribune en mars 2022, bilan des "Say on Climate" français en juin 2022, papier de position "Say on Climate et dépôt de résolution" en décembre 2022)

L'élaboration de plans complets, dont la mise en œuvre doit être rigoureusement évaluée, doit faire l'objet d'un dialogue nourri, sur la base d'informations fiables, à travers des consultations régulières entre les directions, les administrateurs et les actionnaires.

C'est pourquoi nous appelons les entreprises des secteurs les plus polluants à systématiser la mise à l'ordre du jour de résolutions climatiques lors des Assemblées générales d'actionnaires.

C'est le prérequis pour un dialogue actionnarial de qualité puisqu'il met à disposition des outils pour juger objectivement de la crédibilité des stratégies climatiques des entreprises, ainsi que de leur bonne mise en œuvre.

Plusieurs entreprises ont déjà fait le choix de soumettre leur plan climat au vote des actionnaires via le « Say on Climate », mais nous regrettons que leurs contenus demeurent souvent trop lacunaires. Sans objectifs clairs de décarbonation à échéances courtes, égrainés le long d'une trajectoire conforme à l'objectif de limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C, l'incomplétude de certains plans climat peut refléter un manque d'ambition – voire une inaction – susceptibles de générer et de justifier le rejet de ces plans.

Sans informations claires et précises, nous, investisseurs, ne pouvons répondre de nos propres obligations en matière de gestion des risques climatiques. Il nous est aussi plus difficile de peser et d'accompagner l'indispensable transformation des entreprises.

Afin de garantir la réussite du dialogue actionnarial, les « Say on Climate » de la saison 2023 doivent donc comprendre des informations claires et complètes nous permettant de juger de la crédibilité des engagements climatiques des entreprises, notamment par la publication d'objectifs de baisse des émissions absolues sur les scopes 1, 2 et 3 à court, moyen et long terme et des actions visant à permettre l'atteinte de ces objectifs. Cela passe par l'apport de précisions quant à l'allocation des dépenses d'investissement, permettant par exemple de mesurer les efforts déployés dans le secteur de l'énergie pour soutenir le développement des solutions décarbonées et la baisse progressive des énergies fossiles dans le mix énergétique.

Pour tous les secteurs, il est crucial que soit priorisée la réduction des émissions induites et que soit précisé le rôle des émissions capturées ou négatives dans la stratégie générale. Si les émissions capturées doivent être présentées distinctement des émissions induites dans les objectifs de décarbonation, les mesures de compensation n'y ont pas leur place et doivent être considérées comme des contributions à l'effort d'atténuation du changement climatique.

Nous appelons également les pouvoirs publics à poser un cadre légal clair visant à généraliser le « Say on Climate » ainsi que, au nom du droit à l'information des investisseurs, harmoniser son contenu et faciliter les initiatives actionnariales permettant la recherche d'informations supplémentaires. Confiants dans la capacité des entreprises à jouer pleinement leur rôle dans la transition énergétique, nous espérons que l'année 2023 ouvrira une nouvelle ère du dialogue actionnarial, et permettra ainsi à l'ensemble du secteur financier de se hisser enfin à la hauteur de l'urgence climatique.

LISTE DES SIGNATAIRES :

FORUM POUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Nathalie Lhayani, Présidente

AÉMA GROUPE

Adrien Couret, Directeur Général

AMIRAL GESTION

Nicolas Komilikis, Directeur Général

AMPLEGEST

Marie Saltiel, Directrice Générale

ASSICURAZIONI GENERALI S.p.a GROUP

Francesco Sola, Head of Group Sustainable Investments & Governance

ASSURANCES DU CRÉDIT MUTUEL

Nicolas Govillot, Directeur Financier

CANDRIAM

Wim Van Hyfte, Directeur Global des investissements et de la recherche ESG

CHAHINE CAPITAL

Charles Lacroix, Directeur Général

COMGEST

Arnaud Cosserat, Président Directeur Général

CRÉDIT MUTUEL AM

Claire Bourgeois, Directrice Générale

DORVAL AM

Jean-François Baralon, Directeur Général

ECOFI

Cesare Vitali, Responsable de la recherche ESG et du développement ISR

EDMOND DE ROTHSCHILD AM

Benjamin Melman, Global CIO

EGAMO

Nicolas Demont, Directeur Général

EIFFEL INVESTMENT GROUP

Fabrice Dumonteil, Président

ERAFP

Laurent Galzy, Directeur Général

ETHOS FOUNDATION

Vincent Kaufmann, Directeur Général

EURIZON CAPITAL SGR

Alessandro Solina, Chief Investment Officer

FRR

Yves Chevalier, Membre du Directoire

GROUPAMA AM

Mirela Agache, Directrice Générale

IRCANTEC

Christophe Iacobi, Président du Conseil d'administration

LA FINANCIÈRE DE L'ÉCHIQUIER

Olivier de Berranger, Directeur Général Délégué et Directeur de la Gestion d'Actifs

LA FINANCIÈRE RESPONSABLE

Stéphane Prévost, Directeur Général

LAFFITTE OLIVIER, Avocat Associé, Deyla Partners

LA FRANÇAISE GROUP

Laurent Jacquier-Laforge, Global Head of Sustainability

LBPAM

Emmanuelle Mourey, Présidente du directoire

MAIF

Carole Zaccheo, Directrice des Investissements et des Placements

MANDARINE GESTION

Rémi Leservoisier, Directeur Général

MANSARTIS

Guillaume Jalenques de Labeau, Président Directeur Général

MEESCHAERT AM

Dan Sayag, Directeur Général

MESSIEURS HOTTINGUER & CIE GESTION PRIVÉE

Laurent Deydier, Directeur Général Délégué et Directeur de la Gestion d'Actifs

MIROVA

Louise Schreiber, Responsable Recherche en Développement Durable, actifs cotés

MOTTIS NICOLAS, Professeur à l'École Polytechnique

OFI INVEST ASSET MANAGEMENT

Jean Pierre Grimaud, Directeur Général

OSTRUM

Philippe Setbon, Directeur Général

PRÉFON

Philippe Sebag, Président

PRO BTP FINANCE

Silvain Deprez, Directeur ISR

PROXINVEST

Charles Pinel, Directeur Général

ROTHSCHILD & CO ASSET MANAGEMENT EUROPE

Ludivine de Quincerot, Head of ESG & Financial Research

SANSO IS

David Kalfon, Président

SIENNA GESTION

Xavier Collot, Président du Directoire

SPPI FINANCE

Eric Grolier, Directeur Général

SWISSCANTO BY ZÜRCHER KANTONALBANK

Rocchino Contangelo, Head of Global ESG-Integrated Research

SYCOMORE AM

Cyril Charlot, Associé-fondateur

TRUSTEAM FINANCE

Claire Berthier, Directrice Générale

UBP AM

Karine Jesiolowski, Head of Responsible Investment

Contacts :

Presse : Béatrice Passedat beatrice.passedat@frenchsif.org

Pour toute question relative à la tribune ou pour la signer : Marie Marchais marie.marchais@frenchsif.org

À propos du FIR

Le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) est une association multi-parties-prenantes fondée en 2001 qui a pour objet de promouvoir et de développer l'Investissement Socialement Responsable (ISR). Le FIR regroupe l'ensemble des acteurs de l'ISR: investisseurs, sociétés de gestion, intermédiaires financiers, agences de notations extra-financières, conseils investisseurs, organisations de place, syndicats, ONGs, associations ainsi que des personnalités qualifiées : avocats, journalistes, universitaires... Le FIR est un acteur du dialogue et de l'engagement avec les entreprises cotées sur les questions de développement durable (Briefs investisseurs, études thématiques, questions écrites aux assemblées générales du CAC 40...). Le Forum est également le promoteur de la Semaine de la finance responsable qui se tient chaque année à l'automne. Il organise avec les Principles for Responsible Investment (PRI), les Prix « Finance et développement durable » qui récompensent les meilleurs travaux universitaires européens. Le FIR est l'un des membres fondateurs d'Eurosif. www.frenchsif.org